

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Transport urbain à Libreville : une pause de protestation prévue chaque mardi

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

Le manque de taxi-bus en circulation dans certaines zones de Libreville observé le mardi 27 décembre dernier a fait penser chez certains au déclenchement d'une grève des transporteurs

terrestres. Il n'en était rien. Il s'agissait en réalité d'une pause de contestation sectorielle. Elle était limitée à la Gare routière, aux lignes qui sont impactées par le déguerpissement initié par le ministre de l'Intérieur. Nous allons faire la même pause tous les mardis pendant trois semaines parce que ce sont

des avertissements puisque nous avons déjà déposé une demande d'audience. Si nous avons l'impression que nous ne sommes pas écoutés, là, nous allons déposer un préavis de grève et la grève, elle sera générale ", a expliqué hier à L'Union le président du Syndicat libre des transporteurs terrestres du Gabon (Syltteg), Jean-Robert Menie.

En effet, les membres du Syltteg jugent abusive et anarchique la délocalisation des taxi-bus de leur ancien site car, selon eux, elle désorganise totalement le système de transport périurbain. Aussi, au lieu de les déguerpier, Jean-Robert Menie suggère-t-il plutôt au gouvernement de traiter le problème dans le fond. " Nous



Photo: SNN

Une vue de l'ancien site d'embarquement des taxis bus de l'ex-gare routière après le déguerpissement de la zone.

proposons qu'une bonne fois pour toutes, cette Gare routière là soit plutôt réaménagée." Le président du Syltteg a rappelé, à toutes fins utiles, au gouvernement qu'il y a deux types d'investissements à faire sur nos voies de circulation. " Il y a des infrastructures

routières et puis il y a ce qu'on appelle les équipements de transport, à savoir les zones d'embarquement et de débarquement et les gares routières. C'est ce qu'il faut construire aujourd'hui ", a-t-il relevé. Rendez-vous a été pris pour mardi prochain.

Mode: les promesses tenues de la Fashion show Chou



Photo: DR

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

Après une longue absence due aux mesures de restrictions de lutte contre la propagation du Covid-19, il a été organisé, récemment, les Awards de la mode gabonaise. Le styliste, créateur Chouchou Lazare qui en est l'instigateur, a rassemblé le gotha artistique à l'hôtel Hibiscus de Louis à l'occasion de la 13e édition de son Fashion show Chou.

Après le silence imposé par la crise sanitaire, il fallait relancer le secteur de la mode, qui a, lui aussi, été impacté par cette période sombre. Chouchou Lazare a confirmé son statut de vétéran de la mode gabonaise à travers une cérémonie haute en couleurs. Strass, paillettes, perles... et surtout raphia. Le créateur a choisi cette matière pour marquer cette édition. Une matière qui, selon lui, est

de moins en moins utilisée par les créateurs.

Le premier passage a été marqué par les créations de Sweet secrets d'Annelia Théodose. La créatrice a signé sa collection Rio raphia. Un mélange de raphia et de plein air aux Antilles. Être sexy à la plage avec une touche de raphia. C'est bien possible, elle l'a démontré. Le deuxième passage a été celui de Me Chouchou avec la collection "Eben héritage". Il fallait attendre la deuxième phase de la cérémonie marquée par les Awards de la mode pour voir plusieurs catégories recevoir leurs distinctions.

Le clou de la cérémonie a été le passage de la nouvelle collection de l'artiste dénommée "Haute couture". À chaque passage, le public laissait éclater son admiration : "Ça, c'est du Chouchou Lazare". Comme à chaque édition, le créateur a su impressionner ses convives par l'originalité de ses coutures.

Mouvement d'humeur: les agents du Travail durcissent le ton

CNB
Libreville/Gabon

"MINISTÈRE de l'emploi... grève illimitée restaurerez notre dignité au travail", pouvait-on lire sur une banderole déployée à l'entrée principale des bâtiments abritant les services de l'administration du Travail. Devant quelques agents en piquet de grève. Ici, la tension est palpable, conséquence d'un mouvement d'humeur des agents de cette administration, déclenché le 28 décembre dernier par le Syndicat des agents de l'administration du travail (SAAT). Les raisons de cette grogne, selon les membres du SAAT, résident dans le mutisme de la tutelle, entendu le ministère de l'Emploi, de la Fonction publique et du Travail, face à leurs revendications. Parmi lesquelles la régularisation des situations ad-



Photo: CNB

Une vue des agents au piquet de grève.

ministratives de tous les agents (avancement, reclassement, intégration titularisation), la prestation de serment des inspecteurs et contrôleurs du travail, les cartes professionnelles spécifiques aux corps de métiers de l'administration du travail, la dotation des services en textes juridiques (Code du travail, textes réglementaires). Tout comme l'organisation des séminaires sur les innovations en matière de Code du travail

et les textes réglementaires complémentaires, le renouvellement et la dotation en matériels informatiques complets pour les services centraux et extérieurs, la dotation en véhicules des services centraux et extérieurs et bien d'autres.

"Nous ne sommes pas fermés, nous demeurons ouverts à la négociation", rappelle tout de même Hugues Allogho Beh, secrétaire général adjoint chargé de la communication du SAAT.